

Le GIEC pour les nuls

[Source : lesalonbeige.fr]

Par Jacques Laurentie,
Ingénieur, auteur (*Un autre son de cloche*, et *Face aux miracles* – à paraître –, édition Téqui)

Le GIEC, pour Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC en anglais, Intergovernmental Panel on Climate Change), est un organisme onusien qui a été créé en 1988 lors du G7 pour étudier le climat, et plus spécifiquement le rôle des activités humaines sur le climat. On notera que le terme « experts » ajouté dans la traduction officielle en français n'existe pas dans le nom original de cet organisme. Et il y a bien tromperie sur la marchandise, car le GIEC ne comprend aucun expert, mais s'appuie sur des laboratoires de recherche et/ou des universités, savamment sélectionnés.

L'encyclopédie en ligne Wikipédia (qui comporte de très nombreuses erreurs, mais relate aussi des faits réels !) de rappeler : « La création du GIEC a été décidée par le G7 sous la pression du président américain Ronald Reagan et la Première ministre britannique Margaret Thatcher ». Nigel Lawson, alors secrétaire à l'Énergie dans le gouvernement Thatcher, indique lors de divers interviews que la motivation de la Première ministre britannique était avant tout de contrer les syndicats des mineurs de charbon qui avaient bloqué le pays quelques années avant avec des grèves dures. Le but initial de cet organisme était d'aider l'Angleterre à fermer les centrales à charbon, émettrices de CO₂, de façon à « reprendre la main » et ne pas laisser les syndicats diriger le pays. Nous y reviendrons dans un prochain texte, car ce point est essentiel dans la compréhension de la partie qui se déroule depuis la fin des années 80, et qui met en cause le carbone (CO₂) alors même que ce gaz n'y est pas pour grand-chose, mais c'est une autre histoire...

Son objet officiel lors de sa création commence ainsi :

« [Il] a pour mission d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique d'origine humaine. »

Cette définition de sa mission implique donc de facto qu'il y a réchauffement climatique, et qu'il est d'origine humaine, puisque c'est ce que l'ONU demande d'étudier à cet organisme. Ce parti-pris n'est pas sans poser problème.

D'un point de vue organisationnel, le GIEC travaille en général sur la base de 4 scénarios appelés A, B, C, D. Le A étant le « pire » qualifié de « Business à usual », autrement dit on ne change rien, le D prenant en compte

une baisse drastique de CO₂, ce qui est utopique. Ces lettres sont aussi associées à un modèle mathématique utilisé, nommé RCP 2.6 pour le A et RCP 8.5 pour le D. Le GIEC est subdivisé en trois groupes de travail : le groupe 1 étudie les principes physiques du changement climatique ; le groupe 2 les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique ; le groupe 3 les moyens d'atténuer le changement climatique.

Le GIEC rend des rapports tous les 5 ans environ, le premier datant de 1990, avec de façon ponctuelle des rapports intermédiaires ou préliminaires dit « spéciaux ». Ces rapports ne sont pas directement des travaux réalisés par le GIEC, qui voit ses effectifs très majoritairement faits d'administratifs et de politiques, mais des compilations de travaux réalisés par des laboratoires et des centres universitaires. Le GIEC fait ce que l'on appelle en science des méta-analyses, qui sont des compilations et interprétation de données. Les études retenues sont « triées sur le volet », seuls environ cent laboratoires de recherches sont retenus, alors que plusieurs milliers dans le monde travaillent sur ces sujets, et environ 9 000 articles sont en moyenne passés en revue, sur les plus de 100 000 édités de par le monde. D'ailleurs, régulièrement des questions sont posées par la communauté scientifique quant aux choix des études retenues. Le climategate (voir plus bas) a mis à jour, entre autres, le fait que le GIEC sélectionne les études qui correspondent à la thèse du réchauffement anthropique, et écarte celles prouvant le contraire. Ce point a notamment été soulevé à plusieurs reprises par John Christy (voir, par exemple, cette conférence : <https://www.youtube.com/watch?v=neIv0vNRgKE>), qui est climatologue et professeur des sciences de l'atmosphère à l'université d'Alabama, qui a été relecteur pour le GIEC, et enfin qui est un des meilleurs spécialistes en ce qui concerne les données de températures relevées par satellite.

Les rapports font environ 1 500 pages, et abordent de nombreux sujets qui naturellement tournent autour du climat. Sur ces 1 500 pages, un résumé d'environ 30 pages est fait à l'attention des décideurs (summary for policymakers), dont le contenu relève d'une négociation en séance plénière du GIEC par les gouvernements. Comprenez que les gens qui font les lois et modifient nos vies, n'ont jamais lu un rapport GIEC dans sa globalité (en ce qui concerne nos ministres, députés et sénateurs français, aucun n'a les connaissances nécessaires pour comprendre le rapport technique) ! Et, un des problèmes qui se pose, c'est que résumer 1 500 pages en 30, passe nécessairement par des choix et des simplifications. Ainsi, dans le résumé à destination des politiques, seuls les chiffres les plus alarmants sont repris. Alors même que de l'avis de très nombreux experts, les scénarios les plus catastrophiques sont non seulement improbables, mais résultent d'erreurs de calculs (erreurs que le GIEC a reconnu à demi-mot dans le dernier rapport en date AR6). Non pas nécessairement d'erreurs à dessein, mais de très nombreux modèles mathématiques ne peuvent fonctionner que sur des plages bien précises, et donnent des résultats fantaisistes quand vous sortez de ces zones. Ce fait est notamment dénoncé de longue date par un de nos plus éminents mathématiciens, Benoît Rittaud spécialiste des équations chaotiques.

Selon le principe de « comité de lecture » qui prévaut en matière de

production d'articles scientifiques, les rapports GIEC sont soumis à des relecteurs, qui sont des scientifiques qui ont été validés par le GIEC, et qui peuvent émettre des remarques et poser des questions. Le GIEC n'a aucune obligation de tenir compte des remarques ou de répondre aux questions, mais doit, selon les principes de publications scientifiques, annexer in extenso, les publications des relecteurs. Le Pr François Gervais, CNRS, spécialiste de l'infrarouge (effet de serre), a été relecteur du rapport N°5 en 2012, et il a relevé de nombreuses incohérences et posé plusieurs questions. Il attend toujours des réponses. Bien entendu, jamais les organismes médiatiques accrédités n'évoquent ces annexes, qui en général suffisent à remettre en cause lesdits rapports.

En septembre 2009, le GIEC sera la cible de hackers, qui réussiront à pirater les messageries des principaux responsables. Ils mettront sur la place publique plusieurs milliers d'emails allant de 1996 à 2009. Cette affaire sera connue sous le nom de « Climategate ». Même le site du Monde, pro-GIEC, n'a pas pu passer l'information sous silence, et a dû se fendre d'un article où ils essayent tout de même de minimiser les faits... ([]. Par contre, en Angleterre le célèbre journal Telegraph, parle du « pire scandale de notre génération ». Ce climategate mettra à jour le fait que certains responsables du GIEC truquaient les données pour que les graphiques et les chiffres collent avec la théorie d'un réchauffement climatique. Théorie qu'ils appellent entre eux « la cause ». Le président du GIEC d'alors, M. Pachauri, donnera une conférence de presse indiquant diligenter une enquête interne. Courant 2011, aucune charge ne sera retenue, l'affaire sera enterrée, et presque aucun grand média international n'en parlera plus jamais...

Voici quelques contenus de ces emails (à ce jour le serveur qui mettait à disposition plus de 5 000 emails a été fermé, mais certains sites ont conservé des copies tel que publiés à l'époque des faits, vous pouvez les retrouver en ligne principalement sur des sites américains) :

- Email N° 1939 : de Thorne : « Les observations ne montrent pas d'augmentation de température de la troposphère tropicale, à moins d'accepter une seule étude et approche, et que vous en écartiez d'autres très valables. C'est franchement dangereux. »
- Email N° 3066 : de Thorne : « Je pense aussi que la science est instrumentalisée pour lui donner un tour politique, ce qui pourrait bien ne pas être bien intelligent pour nous tous à long terme... »
- Email N° 0414 : de Coe : « Donc, la section 2.7.1.1.2 de l'AR4 qui écarte le composite ACRIM en lui attribuant une origine instrumentale plutôt que solaire est assez contestable. [...] Tout cela rend le GIEC entièrement dépendant du CO2 pour l'explication des températures globales actuelles comme sur la figure 2.23 puisque le méthane, les CFC et les aérosols n'augmentent pas ! »
- Email N° 2775 : de Jones : « Moi non plus, je ne vois pas pourquoi les schémas devraient être symétriques. Ceux des températures ne le seront certainement pas, puisque nous choisissons les périodes pour montrer un réchauffement. »
- Email N° 3940 : de Mann : « Ils vont nous permettre de fournir une

discussion sur le synthétique, en se référant à l'article de J. Cimate, ce qui devrait aider la cause. »

Comme on peut le voir, le GIEC est avant tout un organisme politique, dont malheureusement le fonctionnement n'est pas aussi vertueux qu'attendu. Son rôle est de compiler des informations issues d'études scientifiques, et de les présenter aux décideurs. Le problème réside dans le choix des études en question, la façon dont elles sont présentées, le refus de prendre en compte et de répondre aux remarques des relecteurs, le refus de prendre en compte les études qui s'opposent au corpus sélectionné, le biais assumé consistant à partir du principe qu'il y a un réchauffement anthropique et donc de trouver les études qui vont en ce sens tout en écartant les autres, enfin cet organisme n'est pas neutre en termes d'intérêts, les laboratoires retenus obtenant des financements de la part de l'ONU.

Cependant, il y a aussi des gens compétents et investis honnêtement dans leur travail au sein de cet organisme. Si le GIEC est remis en cause par une partie de la communauté scientifique sur bien des points, il y a aussi dans ses rapports des études pertinentes qui font progresser la connaissance. Mais on ne peut exclure sa dimension politique, et surtout le fait que cet organisme prend des positions en refusant toute forme de débat, ce qui le fait sortir du champ de la science. En conclusion, le GIEC est une entité politique internationale servant de levier à divers États pour imposer une certaine vision sociétale. Mais que l'on ne vienne pas nous parler ici de science !